

**ECOLES EUROPEENNES**

n/réf. 1212-D-95

Orig.: EN/FR

RAPPORT DU REPRESENTANT  
DU CONSEIL SUPERIEUR  
DES ECOLES EUROPEENNES

\* 1995 \*

## **PERSPECTIVES**

C'est avec une certaine tristesse que je prends la plume pour rédiger mon dernier rapport au Conseil supérieur en tant que Représentant de cet organe.

Il n'empêche que je me réjouis à l'avance de l'idée de pouvoir régler en 1996 un certain nombre de problèmes non encore résolus et de promouvoir certains points parmi les nombreux éléments positifs nouveaux qui sont désormais à l'ordre du jour des Ecoles européennes. Cela se fera sur base de notre planification à court terme et à long terme à la fois.

Sur le plan des problèmes, nous devons faire face aux problèmes de locaux et de sécurité qui se posent dans certaines Ecoles, au blocage par le Parlement européen d'une partie importante de nos crédits budgétaires 1996, ainsi qu'à la question non encore réglée du nouveau Statut du personnel enseignant.

A cet égard, je me réjouis à l'avance de pouvoir déclarer que lorsque mon rapport sera discuté au sein du Conseil supérieur, la plupart des problèmes de sécurité, sinon tous auront été résolus. Les Etats membres concernés sont bien entendu conscients de leurs obligations envers les Ecoles européennes et s'appliquent à fond non seulement à faire réaliser immédiatement les travaux d'aménagement indispensables mais également à prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter de tels problèmes à l'avenir.

A noter que la sécurité et les locaux vont très souvent ensemble. C'est d'ailleurs le cas actuellement des Ecoles de Bruxelles en particulier. Je suis donc heureux de pouvoir confirmer que la réalisation de la troisième Ecole de Bruxelles progresse comme prévu, de sorte que celle-ci pourra admettre ses premiers élèves à la rentrée de septembre 1998.

Par ailleurs, en collaboration étroite et suivie avec les autorités belges, des salles de classe supplémentaires ont pu être aménagées à l'Ecole de Woluwé et un accord est intervenu sur un plan directeur détaillé pour l'extension des bâtiments existants.

Par contre, à l'Ecole d'Uccle, les choses s'annoncent plutôt moins bien, car il faudrait non seulement procéder d'urgence à la rénovation de certains bâtiments existants mais également prévoir les locaux à l'extérieur de l'Ecole destinés à héberger les élèves pendant la durée des travaux de réfection.

Les parents, les enseignants et les élèves participent très activement aux discussions portant sur les solutions proposées par les autorités belges et ne manquent pas de manifester leur mécontentement face à certaines suggestions faites en la matière.

A maintes reprises, je suis intervenu auprès des autorités belges en insistant sur l'urgence de la question, sur le fait qu'il appartient au Gouvernement belge de trouver des solutions adéquates et que les solutions proposées doivent s'appuyer sur le concept d'une Ecole européenne retenu par le Conseil supérieur. Lors de sa réunion de janvier, le Conseil supérieur aura l'occasion de discuter des derniers développements de l'affaire

dont notamment la proposition dite Berkendael, consistant à aménager une école locale belge en Ecole européenne d'une capacité d'accueil d'environ 1500 élèves. A ce jour, j'ai toujours fait valoir le point de vue du Conseil supérieur, selon lequel il faut prévoir un effectif d'environ 2400 élèves pour la création rationnelle et économiquement viable d'une Ecole européenne comportant 6 ou 7 sections linguistiques.

Quant au blocage opéré par le Parlement européen, j'avais espéré pouvoir annoncer des nouvelles positives en la matière. La réduction à environ 7 000 000 d'ECU du montant bloqué est certes positive. Il n'empêche qu'il est fort regrettable que des menaces budgétaires et financières planent de nouveau sur les Ecoles. J'ai du mal à comprendre pourquoi les grands efforts faits par le Conseil supérieur lors de sa réunion de décembre 1995 n'ont pas fait l'effet escompté au niveau du Parlement européen, c'est-à-dire le déblocage complet de notre budget 1996.

Dès lors, il faut espérer que le Conseil supérieur de janvier pourra dégager une solution à ce problème. Mais il importe surtout de veiller à la poursuite et au développement de la collaboration étroite actuelle, afin d'éviter que de telles situations se reproduisent à l'avenir. Il ne s'agit plus d'un manque d'informations sur les Ecoles européennes. En effet, les Députés disposent désormais d'informations détaillées sur tous les aspects de notre système. Par conséquent, il s'agira dorénavant de consacrer davantage de temps à l'action d'inculquer une nouvelle et toute autre interprétation du sens et du fonctionnement de notre système.

D'autre part, la proposition de nouveau Statut du personnel enseignant est à l'ordre du jour depuis bien longtemps. La proposition faite actuellement entraîne des changements plutôt radicaux dans certains domaines, ce qui ne plaît guère aux enseignants. Il est très important qu'une solution à ce problème soit trouvée rapidement en vue de maintenir dans les Ecoles un climat propice à l'enseignement et à l'apprentissage; il convient de préférence, que toutes les parties en présence trouvent la solution retenue plus ou moins acceptable, afin de garantir la paix sociale dans les Ecoles pendant une période prolongée, ce qui permettra aux enseignants de consacrer le plus clair de leur temps aux tâches pour lesquelles ils possèdent toutes les qualifications professionnelles requises, autrement dit donner cours à nos élèves.

Pour le spectateur à l'extérieur des Ecoles européennes, l'image de celles-ci donnée par les événements des derniers mois est celle d'institutions souvent, voire constamment en proie à des troubles budgétaires et financiers. En effet, nous semblons avoir oublié que nos Ecoles sont des établissements scolaires de haut niveau qui existent en tant qu'ateliers pédagogiques exemplaires depuis plus de 40 ans déjà. Il faut que nous redorions notre blason en repensant notre image de marque éducative!

Afin de faire un pas dans la bonne voie, je vous ai présenté le projet Platon. Celui-ci souligne notre place de choix au coeur de l'éducation européenne et démontre que nous devons faire partie d'un concept pédagogique européen plus large - tout en démontrant comment s'y prendre. Ce pont figure à l'ordre du jour du Conseil supérieur de janvier en tant que projet de longue haleine. Mais il importe de démarrer ce projet dès maintenant.

En outre, il importe de faire un grand pas en avant dans le domaine des élèves en difficulté d'apprentissage ou à besoins spécifiques. A noter qu'il faudra quelques années encore avant que nous ne disposions de tous les moyens nécessaires pour faire face à ces problèmes difficiles. Mais le document qui vous est présenté lors du Conseil supérieur de janvier sert de base valable à la réalisation ultérieure de progrès constructifs s'ajoutant à l'expérience déjà acquise dans les Ecoles grâce à l'excellent travail effectué au cours des dernières années.

En fin de compte, l'avenir s'annonce bien malgré tout. En effet, les travaux de terrassement de la troisième Ecole de Bruxelles seront bientôt effectués et le souhait exprimé à maintes reprises de voir la création de nouvelles Ecoles européennes risque d'être exaucé, compte tenu de la première demande d'informations détaillées en provenance de Francfort, où se trouve le siège d'une des nouvelles agences de l'Union Européenne. D'autres demandes de ce genre sont susceptibles d'arriver par la suite. Et de nombreux types d'Ecoles européennes sont envisageables.

Par ailleurs, notre avenir s'enrichira de l'adhésion à l'Union européenne de nouveaux Etats membres. Cela créera un milieu encore plus dynamique et passionnant au sein des Ecoles européennes. En outre, l'adhésion de pays supplémentaires nous amènera à réfléchir de nouveau sur les changements à apporter afin d'adapter notre système actuel aux nouvelles conditions ainsi créées. Car il s'agira bien de procéder à des changements. Il est donc heureux que le groupe de travail soit déjà en mesure de présenter certaines considérations sur ce sujet au Conseil supérieur de janvier.

Enfin, les Ecoles européennes sont prêtes à faire face à l'avenir. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute dans l'esprit de quiconque rend visite aux neuf Ecoles et constate l'excellent travail qui y est effectué par tous les partenaires de la vie scolaire quotidienne.

## I. EVOLUTION DE LA POPULATION SCOLAIRE

A la rentrée de septembre 1995, un nouvel accroissement global des effectifs scolaires a pu être enregistré: 15.588 élèves fréquentent les Ecoles européennes, ce qui constitue une augmentation de 282 élèves par rapport à l'année précédente, soit un accroissement de 1,84%

<b>ECOLES</b>	<b>Maternel</b>	<b>Primaire</b>	<b>Secondaire</b>	<b>Total</b>	<b>% par rapport à 1994</b>
Luxembourg	437	1.297	1.762	3.496	+ 3,06%
Bruxelles I	256	1.217	1.994	3.467	- 0,17%
Bruxelles II	166	986	1.499	2.651	+ 5,57%
Mol	56	198	448	702	- 3,83%
Varese	124	518	627	1.269	+ 1,60%
Karlsruhe	66	439	675	1.180	- 4,53%
Bergen	97	287	455	839	+ 1,57%
Munich	70	417	564	1.051	+ 7,35%
Culham	98	368	467	933	+ 2,52%
<b>TOTAL</b>	<b>1.370</b>	<b>5.727</b>	<b>8.491</b>	<b>15.588</b>	<b>+ 1,84%</b>

C'est à l'Ecole de Munich que se situe la plus forte évolution de la population scolaire. Alors qu'au maternel, elle diminue de 3 élèves, elle augmente de 32 élèves au primaire et de 43 élèves au secondaire. Cette évolution a eu lieu essentiellement dans les sections italienne et anglaise. La section allemande ne comprend pratiquement que des élèves admissibles de droit. Au jardin d'enfants, les enfants admissibles de droit représentent 100%.

La population scolaire s'est également développée à Bruxelles II par la création de deux nouvelles sections linguistiques qui entraînent un apport de 21 élèves finlandais et de 15 élèves suédois. Les élèves finlandais et suédois du cycle secondaire ont été intégrés dans les sections existantes. En outre la section allemande a accueilli 19 élèves nouveaux, la section anglaise 34 élèves nouveaux, la section française 35 élèves nouveaux, la section italienne 7 élèves nouveaux, la section portugaise 16 élèves nouveaux tandis que la section néerlandaise perd 7 élèves.

A Luxembourg, la population scolaire est également croissante grâce à la création de la section finlandaise avec 23 élèves et de la section suédoise avec 15 élèves au niveau du cycle primaire. Les élèves de ces nationalités qui fréquentent le cycle secondaire ont été intégrés comme à Bruxelles II dans les sections linguistiques existantes. Les sections linguistiques en voie de développement sont les sections allemande (+18) anglaise (+19) espagnole (+11) française (+6) hellénique (+19) néerlandaise (+9) et portugaise (+5) tandis que la section italienne perd 4 élèves et la section danoise perd 7 élèves. L'Ecole de Luxembourg n'a pas admis d'autres élèves que ceux appartenant à la catégorie I.

A Karlsruhe on constate une diminution du nombre d'élèves qui se situe tant au niveau primaire (-17) qu'au niveau secondaire (-43). Le Directeur explique cette diminution par le fait que les familles italiennes souhaitent de plus en plus que leurs enfants s'intègrent dans le pays d'accueil et ne recherchent plus la fréquentation d'une section italienne. Pour les élèves de la section française la diminution résulte du fait que les transports d'enfants de militaires stationnés dans des villes voisines ont été supprimés.

A Mol la diminution du nombre d'élèves s'explique par l'augmentation du minerval scolaire et par la réduction substantielle de la contribution versée par le Consulat d'Italie aux familles de cette nationalité pour venir en aide à leurs frais de transport. C'est ainsi que le nombre d'élèves italiens est passé de 150 à 80 en quelques années et qu'il faudra supprimer deux postes d'italien en section primaire lors de la prochaine rentrée scolaire. En revanche, le nombre d'élèves portugais est croissant grâce à la possibilité qui leur est offerte de bénéficier de cours de langue de base et de mathématique dans leur langue. L'Ecole regrette toujours l'absence d'une section de langue anglaise, ce qui oblige les élèves de cette langue à s'intégrer dans des sections existantes.

A Bruxelles I la population scolaire est en légère diminution due à la politique très stricte appliquée par l'Ecole et qui consiste à ne pas admettre d'élèves autres que ceux de la catégorie I. Cependant, compte tenu des effectifs modestes des sections italiennes et surtout néerlandaises l'Ecole a inscrit aussi quelques élèves de la catégorie III dans ces sections. Il s'agit essentiellement de frères et de soeurs d'élèves déjà inscrits.

L'augmentation des effectifs de Culham (+2,52%) s'explique par le fait que l'Ecole a accueilli des élèves venant du Japon, de Pologne, de Russie et de Lituanie. La plupart de ces nouveaux élèves ont été inscrits dans les sections de langue allemande, anglaise et française.

Pour les autres Ecoles, l'effectif est resté à peu près stable.

## II. EVOLUTION DU NOMBRE D'ENSEIGNANTS DETACHES ET DES CHARGES DE COURS

### 1. Enseignants détachés

ECOLES	en fonction au 15/09/94	en fonction au 15/09/95	Augmentation ou diminution
Luxembourg	212	222	+4,71%
Bruxelles I	233	236	+ 1,27%
Bruxelles II	159	170	+6,91%
Mol	65	71	+9,23%
Varese	98	99	+1%
Karlsruhe	91	92	+1%
Bergen	72	74	+2,77%
Munich	69	69	/
Culham	75	78	+4%
<b>TOTAL</b>	<b>1074</b>	<b>1111</b>	<b>3,44%</b>

2. Variation du nombre d'heures de cours effectuées par des chargés de cours entre le 1er janvier et le 1er septembre 1995 (les nombres entre parenthèses indiquent les heures effectuées au 1er janvier 1994)

<b>ECOLES</b>	<b>Primaire</b>	<b>Secondaire</b>	<b>Religion</b>	<b>Total</b>
Luxembourg	118 (170)	243 (243)	261 (267)	622(680)
Bruxelles I	460 (516)	345 (372)	308 (295)	1113 (1183)
Bruxelles II	155 (181)	299 (316)	253 (254)	707 (751)
Mol	50 (52)	189 (190)	76 (80)	315 (322)
Varese	70,5 (96)	110 (94)	144 (146)	334,5 (336)
Karlsruhe	40 (40)	78 (120)	83 (83)	201 (243)
Bergen	63 (84)	212 (217)	102 (90)	377 (391)
Munich	168 (137)	301 (320)	81 (87)	550 (544)
Culham	78 (80)	178 (155)	66 (64)	322 (299)
<b>TOTAL</b>	<b>1202,5 (1356)</b>	<b>1965 (2027)</b>	<b>1374 (1366)</b>	<b>4541,5 (4749)</b>

Il convient d'établir une relation entre les deux tableaux ci-dessus. En effet l'augmentation du nombre d'enseignants détachés entraîne une réduction du nombre d'heures effectuées par des chargés de cours. Cette politique, voulue par le Conseil supérieur, est pratiquée systématiquement lors des réunions des Conseils d'administration des Ecoles.

Il peut se produire cependant que la création d'options ou de cours complémentaires ne permette pas la création de postes supplémentaires d'enseignants détachés. Les heures ainsi créés sont alors confiées à des chargés de cours déjà en place. L'augmentation du nombre d'heures confiées à des chargés de cours (tel au secondaire à Culham par exemple) ne signifie pas en conséquence que le nombre de postes de chargés de cours a augmenté.



### **III. SITUATION ET EVOLUTION DES ECOLES EUROPEENNES**

A Luxembourg l'évolution du nombre d'élèves et la création de deux nouvelles sections linguistiques ont été accompagnées d'un programme d'aménagement des bâtiments qui, même si la réalisation n'a pas été entièrement achevée au moment de la rentrée, a pu s'effectuer dans le courant du premier trimestre. Quant à l'extension de l'Ecole sur le site du Kirchberg, les travaux vont débiter dès le printemps prochain et s'étendre sur trois ans selon un plan qui a été approuvé à la fois par la Direction de l'Ecole et par les Travaux Publics. Grâce à la générosité du Gouvernement luxembourgeois, l'Ecole de Luxembourg disposera d'un site permettant à l'ensemble des trois cycles d'évoluer dans des conditions très favorables. Je tiens dans ce rapport à remercier les autorités luxembourgeoises pour les réalisations récentes qui ont été effectuées, telle la nouvelle école maternelle très fonctionnelle et pour les crédits de plus de trois milliards de francs luxembourgeois qui ont déjà été votés en vue de l'extension de l'Ecole.

A Bruxelles I, certains travaux d'aménagement déjà programmés l'année dernière ont pu être exécutés. Il ne s'agit cependant que de remises en état d'une partie des bâtiments existants. D'autres travaux importants, tels que ceux prévus pour le bâtiment des sciences et pour la villa de l'administration n'ont cependant pas été réalisés malgré les promesses données et ne pourront être envisagés que durant l'année 1996. Actuellement l'Ecole n'est pas en mesure d'accueillir de nouveaux élèves et plusieurs projets de décentralisation du site ont été envisagés sans succès pour l'instant. Il faut noter en outre que les premiers bâtiments construits en 1958 nécessitent des travaux de réfection et de consolidation pendant lesquels il faudra envisager l'hébergement d'un nombre important d'élèves qui occupent actuellement ces classes. Ces problèmes ne manquent pas de préoccuper toute la communauté éducative de Bruxelles.

Il est vrai que la troisième Ecole européenne de Bruxelles est promise pour la rentrée de septembre 1998, ce qui permettra une nouvelle répartition des élèves des deux écoles actuelles. Il est cependant nécessaire de faire face aux problèmes d'espace qui se posent actuellement et qui risquent de se dégrader encore d'ici 1998.

Il apparaît particulièrement utile de rappeler dans ce rapport les problèmes importants qui se posent à Bruxelles II tant sur le plan de la surpopulation que sur le plan de la sécurité. Pour accueillir les nouvelles sections linguistiques finlandaise et suédoise, l'école a dû rechercher elle-même des solutions en sacrifiant une partie de la cour de récréation du jardin d'enfants et une partie de l'annexe au gymnase pour y installer des salles de classes. En effet les plans d'extension à l'extérieur du site se sont heurtés à des difficultés au plan des autorités politiques locales et les plans d'extension à l'intérieur du site subissent de sérieux retards. Ces derniers semblent cependant en voie vers une solution puisque le «plan Directeur» prévu pour la réalisation de nouvelles salles de classes et pour la délocalisation des

services administratifs a été approuvé. En attendant la réalisation de ces travaux, l'Ecole est confrontée à de très sérieux problèmes de surpopulation. Quant aux problèmes de sécurité qui ont été révélés par le rapport du service des pompiers, les travaux sont en voie de réalisation et être terminés dans le courant du mois de janvier 1996.

A l'Ecole de Varese, des améliorations ont pu être réalisées grâce au versement d'une contribution extraordinaire de 500 millions de liras de la part des autorités italiennes pour chacune des trois dernières années et à l'augmentation de la contribution annuelle ordinaire qui est passée dorénavant à 100 millions de liras. Ces montants ont été nécessaires pour la remise en état et pour l'aménagement de l'Ecole elle-même. Ils n'ont pas permis cependant d'améliorer l'annexe de Brebbia où sont hébergés les élèves de première année primaire de toutes les sections linguistiques. Pour assainir ce site, un crédit supplémentaire de 1 milliard 280 millions de liras s'avère nécessaire. Plutôt que d'envisager une telle dépense, l'Ecole souhaiterait la construction de 15 salles supplémentaires sur le site de Varese où l'espace serait disponible. Il semble cependant que pour des raisons politiques, cette demande ne puisse aboutir. Le Conseil d'administration a envisagé la fermeture de l'annexe de Brebbia s'il s'avère que la dégradation des bâtiments devait entraîner des problèmes de sécurité pour les élèves.

L'Ecole de Mol est sans doute la mieux lotie en ce qui concerne les bâtiments et l'espace. Les réalisations qui ont été effectuées au cours des dernières années permettent le déroulement de toutes les activités dans des conditions très favorables. Le Centre Monnet qui a été aménagé voici trois ans permet en outre à l'Ecole d'y accueillir de nombreux groupes de travail dirigés par les Inspecteurs. Cette Ecole pourrait également résoudre les problèmes de surpopulation des deux Ecoles de Bruxelles, mais il serait nécessaire alors d'envisager la création d'un internat. Plusieurs enquêtes réalisées au niveau de la Commission ont démontré cependant que très peu de familles envisageraient le transfert de leurs enfants de Bruxelles vers un internat à Mol.

A l'Ecole de Karlsruhe, la Direction de l'Ecole est préoccupée par le fait que des rénovations sont indispensables dans les bâtiments qui ont été construits voici près de 30 ans. L'accord signé entre la République Fédérale et le Conseil supérieur ne fait pas apparaître clairement à quelle autorité incombent les frais de remise en état des bâtiments. En outre, la construction de locaux supplémentaires s'avère nécessaire, notamment pour les activités sportives au niveau des cycles primaire et secondaire qui se déroulent partiellement dans des salles aménagées dans les caves. D'autres travaux d'aménagement s'avèrent aussi nécessaires pour le jardin d'enfants.

A Bergen, les autorités néerlandaises ont réalisé les travaux nécessaires qui ont permis à l'école secondaire de disposer de nouveaux locaux dès le début de la présente année scolaire. Des travaux supplémentaires sont prévus dans le courant de 1996, ce qui place l'Ecole de Bergen parmi les Ecoles privilégiées sur le plan des locaux. Je tiens à remercier le gouvernement néerlandais pour ces réalisations.

A Culham les mesures sont prises pour le maintien en bon état des bâtiments. L'Ecole ne nécessite pas d'extension.

A Munich enfin, les locaux sont en bon état d'entretien et suffisent pour accueillir les 1.051 élèves qui fréquentent actuellement l'Ecole pour laquelle aucune extension n'est prévisible.

#### **IV. ACTIVITES DEVELOPPEES DANS LES ECOLES EUROPEENNES**

Les différents rapports établis par les Directeurs contiennent de nombreuses informations sur les activités développées dans les Ecoles européennes dans des domaines très variés. Ces informations concernent:

##### **1. Le domaine pédagogique.**

Il convient de noter que chacune des Ecoles organise des journées pédagogiques au cours desquelles les enseignants débattent de questions propres à leur Ecole ou de questions plus générales qui concernent l'ensemble des Ecoles.

De nombreuses activités pédagogiques ont été développées dans les Ecoles. Il serait trop long de les énumérer dans ce rapport et impossible de les résumer. Elles apparaissent dans le détail dans les rapports des Directeurs. Elles concernent la culture, le théâtre, le sport, la musique. Elles ne se limitent pas à des événements locaux, mais à des échanges entre les Ecoles du pays d'accueil et avec d'autres Ecoles européennes.

Tous les rapports mentionnent également l'importance qu'elles attachent à la formation continue qui a été particulièrement intense au cours de l'année scolaire 1994/1995 tant au cycle primaire qu'au cycle secondaire.

##### **2. Les domaines socio-culturels et de formation.**

Toutes les Ecoles attachent une grande importance à ce que leurs élèves participent à la vie socio-culturelle et s'ouvrent au monde extérieur. Les professeurs conduisent leurs élèves à des expositions de peinture, des ateliers de théâtre, des projections de films.

Les élèves participent également à des oeuvres sociales telles que les campagnes contre le SIDA, au financement du développement de pays comme le Chili, la Tanzanie, le Bengladesh, à la campagne en faveur des libertés dans le cadre d'Amnesty International et de l'enfance malheureuse dans le cadre de l'UNICEF.

En dehors des activités traditionnelles créées à l'initiative de professeurs des Ecoles européennes, telles que Eurosport, le Model European Parliament et le Model European Council ainsi que les Journées Culturelles de la Jeunesse qui se déroulent alternativement dans l'une ou l'autre des Ecoles européennes, les élèves participent également à des activités créées par des organismes internationaux. Je me limiterai dans ce rapport à ne citer que quelques exemples significatifs qui montrent l'intérêt des Ecoles aux événements du monde extérieur.

- Dans le cadre du «Benelux Award Programme» qui s'est déroulé à Luxembourg, 6 élèves ont obtenu une médaille d'or au titre du Mérite de la Jeunesse, 16 élèves ont remporté une médaille d'argent et 10 élèves une médaille de bronze.
- Dans le cadre du «Model European Programme» qui a eu lieu à l'initiative de l'OEB à Munich, des élèves de plusieurs Ecoles européennes ont participé aux débats sur l'extension de l'OTAN vers l'Europe de l'Est en présence de délégations d'écoles russes.
- Seize élèves de Bruxelles I ont participé au «Model United Nations» qui s'est déroulé à La Haye en y jouant le rôle du Portugal.
- Cinq élèves de Bruxelles II ont participé au «London European Youth Science Forum» qui s'est déroulé en présence de 450 élèves du monde entier durant deux semaines.
- Toutes les Ecoles européennes ont participé activement à la compétition organisée par le Portugal à l'occasion de la «Portuguese Presidency of Europe».
- L'Ecole de Bergen a participé au Tilburg Project sous forme de partenariat avec le département de psychologie de l'Université de Tilburg.
- Plusieurs élèves de l'Ecole européenne de Culham ont participé au «Junior Science and Humanities Symposium» qui s'est déroulé à Heidelberg.

- Les élèves de Varese se sont rendus au Goethe Institut de Milan ainsi qu'à La Scala. Un groupe d'élèves a en outre participé au «European Junior Science and Humanities Symposium» à Heidelberg. Un autre groupe a visité les installations du CERN à Genève.
- L'Ecole de Mol entretient des relations et a établi des accords de coopération avec les Ecoles de Moscou et d'Israël.
- Outre les nombreux contacts avec les écoles locales, l'Ecole de Karlsruhe a intensifié un programme d'échanges scolaires qui avait débuté en 1993 avec des écoles situées au Danemark, en Estonie, en France et en Russie. Des contacts très étroits ont été noués aussi avec un établissement de St-Pétersbourg. Cette année l'Ecole a noué de nouveaux contacts en vue d'un échange d'élèves qui s'est mis en place avec la cité scolaire de Lyon.

La liste serait trop longue pour citer tous les autres exemples d'échanges qui ont lieu dans le cadre du développement de la conscience européenne. Il est bien évident que les séjours de nos élèves dans les établissements à l'étranger, aussi bien que les contacts étroits qui sont noués régulièrement avec les écoles locales ou encore les visites d'élèves étrangers qui se rendent dans les Ecoles européennes à l'initiative de celles-ci ne manquent pas d'ouvrir l'esprit de nos élèves au monde extérieur et leur fait prendre conscience des réalités de l'Europe et du monde.

## **V. ACTIVITES DEVELOPPEES PAR LES COMITES PREPARATOIRES**

Toutes les activités développées par les Comités préparatoires sont destinés à faciliter les décisions à prendre par le Conseil supérieur.

### **1. Les Conseils d'inspection et les Comités pédagogiques:**

a) Au cours de l'année scolaire 1994/1995, le Conseil d'inspection primaire s'est réuni:

- les 27 et 28 septembre 1994
- le 8 novembre 1994
- le 8 mars 1995
- les 28, 29 et 30 juin 1995.

Le Comité pédagogique primaire s'est réuni les:

- 9 novembre 1994
- et le 9 mars 1995

- Au cours de ces réunions, les Inspecteurs et les membres du Comité pédagogique ont abordé de nombreux problèmes parmi lesquels il convient de relever:

- l'horaire des classes maternelles,
- l'évaluation de l'enseignement de la Mathématique et notamment celle des fiches Euromath.,
- la problématique de l'évaluation des élèves,
- le programme des Inspecteurs en équipe dans les Ecoles,
- la réduction du nombre d'élèves dans les classes du primaire,
- l'organisation de stages de formation continuée,
- l'évaluation de l'enseignement aux enfants handicapés,
- l'orientation pédagogique pour les Heures européennes,
- l'introduction de l'informatique dans les classes primaires,
- le suivi des activités du comité de réforme,
- l'analyse du Statut du personnel enseignant,
- l'évaluation des rapports d'inspection en équipe effectués au cours des deux dernières années,
- la formation continuée des enseignants,
- la révision du Règlement Général des Ecoles européennes.

b) Le Conseil d'inspection secondaire s'est réuni:

- les 7 et 8 septembre 1994,
- le 9 novembre 1994,
- le 7 mars 1995,
- le 28 juin 1995.

Le Comité pédagogique secondaire s'est réuni les

- 11 novembre 1994
- et le 8 mars 1995.

Outre ces réunions qui comprennent l'ensemble des Inspecteurs, de nombreuses réunions ont été organisées par des Comités composés de groupes d'Inspecteurs qui préparent les réunions élargies. Il s'agit notamment de la Commission des langues et des Commissions chargées plus particulièrement du développement et de l'harmonisation des programmes entre les différentes sections linguistiques.

Au cours des réunions, les Inspecteurs et les membres du Comité pédagogique secondaire ont abordé de nombreuses questions dont un certain nombre ont abouti à des décisions prises par le Conseil supérieur. Il convient de relever les points de discussion suivants:

- Examen des mesures prises dans le cadre de l'évaluation harmonisée en 5ème,
- Exploitation des rapports des Présidents de Jury du Baccalauréat au cours des dernières années,
- Organisation de la session du Baccalauréat 1995,
- Organisation des visites en équipe dans les Ecoles et notamment choix des thèmes qui seront examinés,
- Evaluation des enseignants,
- Développement des Ecoles européennes par l'adhésion de nouveaux Etats membres,
- Organisation de la fin de l'année scolaire dans les Ecoles,
- Révision du Règlement d'application au Règlement du Baccalauréat,
- Révision du Règlement Général des Ecoles européennes,
- Problème de la notation des élèves et plus particulièrement de la définition des notes,
- Epreuves écrites en classes de 4e, 5e, 6e et 7e années,
- Dispositions relatives à l'enseignement des langues dans les Ecoles européennes,
- Attribution de crédits d'heures pour les classes de 4e et de 5e années,
- Initiations aux nouvelles technologies de l'informatique,
- Orientations et guidances scolaires et professionnelles dans les Ecoles européennes,
- Problématique de l'intégration des enfants handicapés au cycle secondaire.

Il faut noter en outre que deux réunions par an sont organisées pour que les deux Comités pédagogiques puissent échanger des idées sur des questions communes aux trois cycles de l'Ecole européenne (cycles maternel, primaire et secondaire).

Parmi les problèmes évoqués lors de ces réunions, il faut citer notamment:

- l'évaluation des enseignants,
- l'élargissement de l'Union européenne,
- les nouvelles réglementations pour les Conseils d'inspection et les Comités pédagogiques.

Je tiens à rendre un hommage particulier aux Inspecteurs qui, malgré les lourdes charges qu'ils assument au plan national, consacrent tant d'énergie pour mener à bien avec un dévouement exemplaire, la mission qui leur est confiée au sein des Ecoles européennes.

## 2. Le Comité administratif et financier

A ce Comité également je tiens à adresser mes remerciements pour le travail préparatoire effectué au cours de l'année qui vient de s'écouler. Il s'est réuni aux dates suivantes:

- les 21 et 22 septembre 1994,
- les 14 et 15 février 1995
- les 21, 22 et 23 mars 1995,
- les 18 et 19 mai 1995.

Les questions abordées ont été nombreuses:

- Examen des questions soulevées par les Conseils d'inspection ayant une répercussion financière et notamment:
  - alignement des traitements des institutrices maternelles sur ceux des enseignants du primaire,
  - organisation des cours d'orientation pour les élèves,
  - rémunération des experts et du Président des Jurys du Baccalauréat européen,
  - créations de postes d'enseignants,
  - crédits d'heures pour les 4e et 5e années secondaires.
- rapport de la Cour des Comptes et clôture des comptes pour l'exercice 1993,



- critères d'exonération du minerval scolaire,
- décompte final des arriérés versés aux enseignants belges,
- minerval à payer par les chargés de cours,
- aménagement des nouveaux bureaux du Secrétariat du Conseil supérieur,
- créations de postes pour le personnel administratif des Ecoles,
- rapport annuel du Contrôleur financier,
- élaboration d'une procédure de nomination pour les Economes des Ecoles,
- contribution des enseignants allemands et néerlandais à leur sécurité sociale,
- discussions budgétaires et relations avec les services du Comité budgétaire du Parlement européen,
- examen du projet de nouveau Statut pour le personnel enseignant.

Je n'ai voulu relever dans cette énumération de points discutés tant par les Conseils d'inspection que par le Comité administratif et financier que ceux qui me paraissent essentielles. Mais ils révèlent l'activité importante qui se déroule au sein des Comités préparatoires.

Ils montrent aussi que les Ecoles européennes sont en constante évolution. Cette évolution se manifeste aussi par une adaptation aux techniques modernes de gestion qui se traduit par un développement très important des programmes informatiques particulièrement utiles pour la gestion des élèves (programme ELEE) et pour la gestion du personnel (programme PERSEE). A cela s'ajoutent les progrès constants qui s'effectuent au niveau de la bureautique tant au Secrétariat du Conseil supérieur que dans chacune des Ecoles.

Les travaux des Comités préparatoires aboutissent aux propositions de décisions à prendre par le Conseil supérieur qui s'est réuni quatre fois depuis mon dernier rapport, à savoir:

- les 24 et 25 janvier 1995 à Bruxelles,
- les 27 et 28 avril 1995 à Lisbonne,
- les 24 et 25 octobre 1995 à Bruxelles,
- le 4 décembre 1995 à Bruxelles.

## **RETROSPECTIVE**

A certains égards, l'année 1995 s'est avérée difficile pour les Ecoles européennes.

Vers la fin de l'année, le Parlement européen a bloqué une partie importante de notre budget 1996, les enseignants se sont mis en grève en raison de leur mécontentement face à la proposition de modification de leur Statut., les parents et les élèves des Ecoles de Bruxelles sont descendus dans la rue pour protester contre le manque de locaux et de sécurité dans les Ecoles. Et comme toujours en pareil cas, lorsqu'un système fait l'objet de critiques globales, certains parents ont trouvé une série de sujets de plainte individuels. Ces plaintes ont porté sur de nombreuses facettes de notre vie quotidienne, dont certaines étaient justifiées, d'autres pas.

Heureusement, une amélioration s'est produite tout à la fin de l'année. En effet, le Parlement européen a débloqué une partie importante des crédits bloqués et a même accordé des crédits supplémentaires pour le fonctionnement des Ecoles. Quant au Statut du personnel enseignant, nous sommes sur la voie d'un compromis. Par ailleurs, des progrès notables ont été réalisés en ce qui concerne le problème de locaux et de sécurité dans les Ecoles de Bruxelles. Et même les plaintes individuelles ont pu être réglées à la satisfaction générale.

Alors, en jetant un coup d'oeil rétrospectif sur l'année 1995, elle n'était pas si mauvaise en fin de compte!

A mettre à l'actif sont tous les résultats positifs énumérés ailleurs dans mon rapport. Ceux-ci parlent d'eux-mêmes. Mais il est utile de rappeler quelques-uns de ces résultats.

L'année 1995 a vu l'adhésion à l'Union européenne de trois nouveaux pays, à savoir l'Autriche, la Finlande et la Suède. Bienvenue à tous les trois encore une fois! Il est bien évident qu'à cette occasion, certains problèmes et obstacles ont dû être surmontés. Mais dans l'ensemble, tous les aspects de cet élargissement de l'Union européenne se sont avérés réussis. Et nous avons tous pu bénéficier de ce nouvel apport à notre système.

Par ailleurs, un grand pas en avant a été fait en matière d'aide aux élèves ayant des difficultés d'apprentissage. Un groupe de travail a non seulement été créé pour se pencher sur tous les aspects de cette question importante en vue de la présentation d'un rapport au Conseil supérieur de janvier 1996, mais les crédits alloués ont été augmentés de 500%.

La critique dont font l'objet trop souvent nos Ecoles, selon laquelle notre système est fermé et replié sur lui-même a une nouvelle fois été démentie par les rapports annuels des Ecoles, d'où il ressort clairement que les contacts avec le monde extérieur des Ecoles européennes sont nettement plus nombreux que ceux de la plupart des établissements scolaires nationaux. Or toutes

ces activités sont bilatérales. Les établissements scolaires nationaux peuvent apprendre certaines choses à notre contact, alors qu'en contrepartie, nous devrions certainement en apprendre beaucoup.

D'autre part, l'informatisation suit son cours et nous a permis de prendre mieux en main le fonctionnement financier et administratif des Ecoles européennes. Cela se reflète non seulement dans la gestion quotidienne des Ecoles mais également dans les rapports de plus en plus positifs à notre égard établis par la Cour des Comptes.

Par ailleurs, des progrès sont également à constater au niveau du processus de ratification de la nouvelle Convention. Au début de l'année écoulée, un seul pays avait procédé à la signature de celle-ci. En fin d'année, deux pays avaient signé! Or la situation devient vite quelque peu comique, en ce sens qu'une Convention née et signée par les Ministres de l'Education, il y a quelques années déjà est désormais susceptible d'être mise en sommeil. Au seuil d'une nouvelle année, un de mes vœux porte sur une ratification rapide, tous les pays devant procéder à la signature de la Convention avant la fin de l'année au moins.

Quant à nos nouveaux bureaux, nous les occupons depuis toute une année déjà. Nous avons pu y aménager des installations d'interprétation et y créer une excellente infrastructure pour l'organisation de réunions de petits groupes et de groupes comptant jusqu'à une trentaine de participants. Bien entendu, cela signifie également que le Bureau s'est rapproché des clients avec lesquels il coexiste, qu'ils soient Directeurs, enseignants, parents, élèves ou membres du Conseil supérieur et de tous ses comités préparatoires, et bien d'autres encore. Nous apprécions tous l'ambiance dynamique et animée.

Je tiens à remercier vivement de leur excellente coopération en 1995:

- ☐ Les Chefs de délégation, qui se sont montrés particulièrement obligeants au cours des périodes mouvementées que nous avons connues.
- ☐ Les autorités nationales, qui ont fait preuve d'une grande ouverture lors des nombreuses négociations engagées sur la mise à la disposition des Ecoles européennes des équipements nécessaires à leur fonctionnement.
- ☐ La Commission, sans laquelle nous ne pourrions résoudre tous les problèmes majeurs ou mineurs auxquels nous devons faire face quotidiennement.
- ☐ Les membres du Comité Administratif et Financier, qui remplissent la tâche parfois ingrate consistant à donner des conseils avisés sur des problèmes budgétaires et administratifs.
- ☐ Les Inspecteurs, qui ont trouvé le moyen cette année de s'impliquer davantage encore dans la vie pédagogique et éducative de nos Ecoles.
- ☐ Les Directeurs et les Directrices, qui ont su à la fois diriger leurs Ecoles respectives de main de maître et dynamiser tous les contacts extérieurs qui se nouent.

- ☐ Les enseignants, qui malgré leur mécontentement évident face à la proposition de modification de leur Statut, ont très bien rempli leur tâche en classe, tout en jouant le rôle important au sein de nombreux comités.
- ☐ Les parents, qui même s'il ont parfois réagi de façon excessive, se sont impliqués à fond dans de nombreux travaux innovateurs, grâce notamment à l'excellent travail fourni par Interparents.
- ☐ Les élèves, qui sont bien entendu ceux pour lesquels tout le système a été créé et qui une nouvelle fois se sont montrés à la hauteur des responsabilités qui leur incombent au sein du COSUP et de leurs Ecoles respectives.
- ☐ Les Conseils d'administration des Ecoles, qui ont contribué à la solution de nombreux problèmes d'une manière excellente et très agréable.
- ☐ Mes collègues et collaborateurs du Bureau, auxquels nous sommes tous très reconnaissants pour leur fidélité sans faille et pour leur excellent travail. Ils se réjouissent tous à l'avance d'être à votre service en 1996 aussi.
- ☐ Enfin, en faisant le bilan des 23 ans très agréables que j'ai passés au sein des Ecoles européennes, je saisis cette occasion pour remercier tous ceux avec qui j'ai eu le privilège de travailler au fil des ans - de grands personnages tous qui ont tant fait pour améliorer encore des Ecoles pourtant déjà bonnes au départ.

